



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.352/2
du 10 juillet 2019

advies 66.352/2
van 10 juli 2019

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Commission
communautaire commune
'portant assentiment à l'accord
de coopération du ... entre la
Région de Bruxelles-Capitale
et la Commission
communautaire commune
portant sur les services en
matière de budget, finances,
comptabilité et contrôle'

een voorontwerp van
ordonnantie van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord van ...
tussen het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest en de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
betreffende diensten inzake
begroting, financiën,
boekhouding en controle'

Le 12 juin 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'accord de coopération du ... entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune portant sur les services en matière de budget, finances, comptabilité et contrôle '.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 10 juillet 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juillet 2019.

*

Op 12 juni 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van ... tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende diensten inzake begroting, financiën, boekhouding en controle '.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 10 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juli 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

1. Saisie d'un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale portant assentiment à l'accord de coopération auquel le présent avant-projet d'ordonnance tend aussi à porter assentiment, la section de législation du Conseil d'État a, le 20 mai 2019, donné l'avis n° 65.734/VR.

Cet avis comporte les observations suivantes :

« PORTÉE DE L'ACCORD DE COOPÉRATION »

L'avant-projet d'ordonnance tend à donner assentiment à l'accord de coopération conclu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune 'portant sur les services en matière de budget, finances, comptabilité et contrôle'.

Cet accord de coopération entend concrétiser la collaboration apportée par plusieurs services de la Région de Bruxelles-Capitale à la gestion budgétaire, financière et comptable de la Commission communautaire commune et au contrôle des législations en la matière.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Les accords de coopération qui reçoivent l'assentiment des législateurs concernés, conformément à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', sont dans leur intégralité des textes normatifs et doivent dès lors être rédigés comme tels.

Un texte destiné à produire des effets de droit doit dès lors être rédigé avec clarté, précision et rigueur.

En conséquence, les dispositions sans contenu normatif, qui, par exemple, exposent comment étaient accomplies certaines tâches avant l'adoption de l'accord¹ ou prennent acte d'initiatives ou d'engagements pris par les parties à l'accord de coopération², n'ont pas leur place dans le dispositif³.

Les règles en matière de légistique doivent également être observées. Ainsi, notamment, l'emploi de l'indicatif présent sera préféré à celui de l'indicatif futur⁴.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Tel est le cas de l'article 6 (« La Cocom a dressé [...] » ou « La Cocom a entamé [...] »).

² Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Tel est le cas à l'article 4 et à l'article 6 avec l'expression « s'est engagée à [...] ».

³ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 83.

⁴ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Ibid., recommandation n° 3.11.1.

2. Les articles 3, alinéa 2, quatrième ‘puce’, et 5, alinéa 4, de l’accord de coopération sont rédigés en manière telle qu’il reviendrait aux administrations y mentionnées d’‘établir’ ou d’‘élaborer’ respectivement des ordonnances et un arrêté.

Cette rédaction sera revue de manière à ne plus faire état que de l’établissement par ces services d’avant-projets d’ordonnance ou de projets d’arrêté.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

EXAMEN DE L’AVANT-PROJET D’ORDONNANCE

L’article 2 doit être complété par la mention de la date de l’accord de coopération auquel il est envisagé de donner l’assentiment.

Cette date figurera aussi à la fin de l’accord de coopération lui-même.

EXAMEN DE L’ACCORD DE COOPÉRATION

Article 1^{er}

Au 2^o, il sera fait référence à l’article 60, alinéa 4 (et non au paragraphe 4), de la loi spéciale du 12 janvier 1989 ‘relative aux institutions bruxelloises’.

Article 2

1. À l’alinéa 2, il y a lieu de préciser ce que l’on entend par ‘organisme’.
2. À l’alinéa 3, il y a également lieu de préciser la notion de ‘convention des utilisateurs de la Plateforme SAP’.

Article 5

1. À l’alinéa 2, il convient de tenir compte de l’article 11, alinéa 1^{er}, de l’ordonnance du 21 novembre 2006 de la Commission communautaire commune ‘portant des dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle’, qui charge le Collège réuni, qui ne l’a pas encore fait, d’arrêter la structure du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses de la Commission communautaire commune.
2. À l’alinéa 4, il y a également lieu de tenir compte de l’article 76, alinéa 2, de l’ordonnance du 21 novembre 2006, qui charge le Collège réuni de fixer les modalités d’exercice du contrôle de gestion.
3. L’alinéa 6 sera complété pour préciser ce qu’est le ‘Middle office’ de l’Agence de la dette.
4. L’alinéa 7 sera complété par une référence à la disposition qui crée ‘l’OAA Iriscare’.

Article 6

À l’alinéa 1^{er}, il n’est pas nécessaire de rappeler que la ‘comptabilité budgétaire est tenue en liaison et de manière intégrée avec la comptabilité générale’ dès lors que cette obligation figure déjà à l’article 34 de l’ordonnance du 21 novembre 2006 et à l’article 8 de la loi du 16 mai 2003 ‘fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et régions, ainsi qu’à l’organisation du contrôle de la Cour des comptes’.

Article 8

La circonstance que le contrôle des engagements et des liquidations peut être confié aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit être envisagée sans préjudice de l'application de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 31 janvier 2019 'relatif à l'engagement comptable, à la liquidation et au contrôle des engagements et des liquidations', entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Article 9

La circonstance que le contrôle budgétaire peut être confié aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit être envisagée sans préjudice de l'application des articles 79 et suivants de l'ordonnance du 21 novembre 2006 et de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 8 mars 2007 'relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget'.

Le commentaire des articles précise que

'[c]e contrôle budgétaire consiste à donner un avis non contraignant aux Membres du Collège réuni compétents pour les Finances et le Budget en ce qui concerne leur accord budgétaire préalable'.

L'accord de coopération doit préciser qui doit donner cet avis non contraignant, étant entendu que des inspecteurs des finances, dont les missions sont prévues à l'article 79, alinéas 2 à 5, de l'ordonnance du 21 novembre 2006, sont affectés à la Commission communautaire commune.

Articles 11 et 12

Les articles 11 et 12 sont numérotés en des articles 10 et 11 dans la version néerlandaise. Cette erreur sera redressée.

Article 11 et annexe

L'annexe à laquelle renvoie l'article 11, alinéa 1^{er}, mentionne les membres de 'Bruxelles Finances et Budget' des Services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les membres des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune qui sont chargés du 'suivi' de l'accord de coopération.

Dès lors que la liste figurant dans cette annexe a pour vocation de s'appliquer dans la durée, elle doit se limiter à identifier les fonctions ainsi concernées auprès de ces services et non l'identité de leurs titulaires actuels avec leur numéro de téléphone et leur adresse électronique.

L'annexe sera revue en ce sens ».

Les mêmes observations s'appliquent au présent avant-projet.

2. En outre, en ce qui concerne le présent avant-projet, il convient encore d'observer qu'il résulte de l'article 3, 2°, de l'ordonnance du 16 mai 2014 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune' que, pour tout projet d'acte législatif ou réglementaire relevant de ses compétences, chaque membre du Collège réuni doit établir un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, dénommé « test gender ».

En vertu de l'article 9 de cette dernière ordonnance, l'obligation d'établir un « test gender » entre en vigueur « dès le premier jour du début de la nouvelle législature suivant celle en cours au moment de l'entrée en vigueur de [cette] ordonnance », celle-ci étant, d'une manière générale, entrée en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Dès lors que l'ordonnance précitée a été publiée au *Moniteur belge* du 16 juin 2014, c'est-à-dire au cours de la législature 2014-2019⁵, l'obligation de réaliser un « test gender » a pris effet au début de la législature 2019-2024, à savoir le 12 juin 2019⁶.

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier que cette formalité aurait été accomplie.

Il appartiendra au collège réuni de veiller à son accomplissement.

*

⁵ Voir sur ce point l'avis n° 57.114/1 donné le 8 avril 2015 sur l'avant-projet devenu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 8 octobre 2015 'modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale' (*Doc. parl.*, Ass. réun. Comm. comm. comm., 2014-2015, B-28/1, p. 10).

⁶ Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a été renouvelé le 26 mai 2019. En vertu de l'article 71, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, combiné avec l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', l'Assemblée réunie se réunit de plein droit le lendemain du jour où le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale se réunit de plein droit après un renouvellement, à savoir le jour suivant le troisième mardi suivant le jour auquel le renouvellement a eu lieu. En l'espèce, il s'agit du mercredi 12 juin 2019.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Op 20 mei 2019 heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State advies 65.734/VR uitgebracht over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende instemming met het samenwerkingsakkoord waaraan het voorliggende voorontwerp van ordonnantie ook instemming wil verlenen.

In dat advies wordt het volgende opgemerkt:

“STREKKING VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Het voorontwerp van ordonnantie strekt ertoe instemming te verlenen aan het samenwerkingsakkoord tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘betreffende de diensten inzake begroting, financiën, boekhouding en controle’.

Dat samenwerkingsakkoord is erop gericht een concrete invulling te geven aan de samenwerking van verschillende diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op het vlak van het budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en op het vlak van de controle op de naleving van de wetgeving ter zake.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De samenwerkingsakkoorden die, overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, de instemming van de betrokken wetgevers krijgen, zijn zonder uitzondering regelgevende teksten en moeten derhalve als dusdanig worden geredigeerd.

Een tekst die bedoeld is om rechtsgevolgen te hebben, dient dan ook helder, precies en nauwgezet te worden geredigeerd.

De niet-normatieve bepalingen waarin bijvoorbeeld wordt uiteengezet hoe bepaalde opdrachten vóór het sluiten van het akkoord werden uitgevoerd¹ of waarin melding wordt gemaakt van initiatieven of verbintenissen die door de partijen bij het samenwerkingsakkoord genomen of aangegaan zijn,² horen bijgevolg niet thuis in het dispositief.³

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Dit is het geval met artikel 6 (“De GGC heeft (...) opgesteld” of “De GGC is begonnen met (...”).

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Dit is het geval met artikel 4 en artikel 6 voor de uitdrukking “heeft zich ertoe verbonden (...)”.

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvanstate.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 83.

Voorts moeten de wetgevingstechnische voorschriften worden nageleefd. Zo dient inzonderheid de voorkeur te worden gegeven aan de onvoltooid tegenwoordige tijd in plaats van de onvoltooid tegenwoordige toekomstige tijd.⁴

2. De artikelen 3, tweede lid, vierde ‘bullet’, en 5, vierde lid, van het samenwerkingsakkoord zijn aldus gesteld dat het de erin vermelde besturen zijn die respectievelijk ordonnanties moeten ‘opstellen’ en een besluit moeten ‘uitwerken’.

Die redactie moet aldus worden herzien dat erin wordt bepaald dat die diensten alleen nog voorontwerpen van ordonnantie of ontwerpbesluiten opstellen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

Artikel 2 moet worden aangevuld met de datum van het samenwerkingsakkoord waarmee wordt ingestemd.

Die datum moet ook onderaan het samenwerkingsakkoord zelf worden vermeld.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Artikel 1

In de bepaling onder 2° moet worden verwezen naar artikel 60, vierde lid (en niet paragraaf 4), van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

Artikel 2

1. In het tweede lid moet worden gepreciseerd wat verstaan wordt onder ‘organisme’.
2. In het derde lid dient ook het begrip ‘conventie voor gebruikers van het SAP-platform’ nader te worden omschreven.

Artikel 5

1. In het tweede lid moet rekening worden gehouden met artikel 11, eerste lid, van de ordonnantie van 21 november 2006 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle’, waarbij het Verenigd College wordt opgedragen de structuur van de middelenbegroting en van de algemene uitgavenbegroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te bepalen, wat het nog niet heeft gedaan.
2. In het vierde lid dient ook rekening te worden gehouden met artikel 76, tweede lid, van de ordonnantie van 21 november 2006, waarbij het Verenigd College wordt opgedragen de modaliteiten voor het uitvoeren van de beheerscontrole vast te stellen.
3. Het zesde lid moet aldus worden aangevuld dat erin wordt gepreciseerd wat wordt bedoeld met de ‘Middle office’ van het Agentschap van de Schuld.
4. Het zevende lid moet worden aangevuld met een verwijzing naar de bepaling waarbij ‘de ABI Iriscare’ wordt opgericht.

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: *Ibid.*, aanbeveling 3.11.1.

Artikel 6

In het eerste lid is het niet nodig eraan te herinneren dat de 'begrotingsboekhouding (...) op geïntegreerde wijze in relatie met de algemene boekhouding [wordt] gevoerd'. Die verplichting is immers reeds opgenomen in artikel 34 van de ordonnantie van 21 november 2006 en in artikel 8 van de wet van 16 mei 2003 'tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof'.

Artikel 8

De omstandigheid dat de controle van de vastleggingen en vereffeningen kan worden toevertrouwd aan de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, mag geen afbreuk doen aan de toepassing van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 31 januari 1919 'inzake de boekhoudkundige vastlegging, de vereffening en de controle op de vastleggingen en de vereffeningen', dat op 1 januari 1919 in werking is getreden.

Artikel 9

De omstandigheid dat de begrotingscontrole kan worden toevertrouwd aan de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, mag geen afbreuk doen aan de toepassing van de artikelen 79 en volgende van de ordonnantie van 21 november 2006 en van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 maart 2007 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak'.

In de commentaar bij de artikelen wordt daarover het volgende gezegd:

'Deze begrotingscontrole bestaat erin een niet-bindend advies te geven aan de Leden van het Verenigd College bevoegd voor de Financiën en de Begroting voor wat betreft hun voorafgaandelijk begrotingsakkoord.'

Het samenwerkingsakkoord dient nader aan te geven wie dat niet-bindende advies moet geven, aangezien inspecteurs van Financiën van wie de opdrachten zijn vastgelegd in artikel 79, tweede tot vijfde lid, van de ordonnantie van 21 november 2006, zijn aangesteld bij de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikelen 11 en 12

In de Nederlandse tekst zijn aan de artikelen 11 en 12 de nummers 10 en 11 toegekend.

Die vergissing moet worden rechtgezet.

Artikel 11 en bijlage

De bijlage waarnaar wordt verwezen in artikel 11, eerste lid, maakt gewag van de leden van 'Brussel Financiën en Begroting' van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en van de leden van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die worden belast met de 'opvolging' van het samenwerkingsakkoord.

Aangezien de lijst in die bijlage ook op lange termijn bruikbaar moet blijven, dienen daarin enkel de betrokken ambten bij die diensten te worden geïdentificeerd, zonder vermelding van de identiteit, het telefoonnummer en het elektronisch adres van de huidige ambtenaren.

De bijlage moet in die zin worden herzien.”

Dezelfde opmerkingen gelden voor het voorliggende voorontwerp.

2. Wat het voorliggende voorontwerp betreft, dient voorts nog opgemerkt te worden dat uit artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 16 mei 2014 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie’ blijkt dat elk lid van het Verenigd College voor elk wetgevend of reglementair ontwerp dat onder zijn bevoegdheden valt een evaluatieverslag moet opstellen van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, “gendertest” genaamd.

Krachtens artikel 9 van de laatstgenoemde ordonnantie geldt de verplichting om een “gendertest” op te stellen “vanaf de eerste dag van de nieuwe legislatuur die volgt op de legislatuur die loopt op het moment van de inwerkingtreding van deze ordonnantie”, aangezien die ordonnantie in het algemeen in werking getreden is op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. Aangezien de voornoemde ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 2014 bekendgemaakt is, met andere woorden tijdens de legislatuur 2014-2019,⁵ geldt de verplichting om een “gendertest” uit te voeren vanaf het begin van de legislatuur 2019-2024, namelijk vanaf 12 juni 2019.⁶

In dit geval blijkt niet uit het dossier dat dat vormvereiste vervuld zou zijn.

Het Verenigd College dient erop toe te zien dat het vervuld wordt.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁵ Zie op dat punt advies 57.114/1, op 8 april 2015 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 oktober 2015 ‘tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn’ (*Parl.St.* Verenigde Vergadering Gem.Gem.Comm. 2014-15, B-28/1, 10).

⁶ Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement is vernieuwd op 26 mei 2019. Krachtens artikel 71, § 1, eerste lid, gelezen in samenhang met artikel 26, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ komt de Verenigde Vergadering van rechtswege bijeen op de dag na die waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement na iedere vernieuwing van rechtswege bijeenkomt, namelijk de dag na de derde dinsdag na de dag waarop de vernieuwing plaatsvond. In dit geval gaat het om woensdag 12 juni 2019.